Les femmes ont un rôle primordial à jouer dans le développement durable et la sécurité alimentaire, selon Mme Fatoumia Ali Bazi



Le lancement conjoint de la plateforme seychelloise et de la plateforme régionale « Femme, développement durable et sécurité alimentaire (FDDSA) » a eu lieu hier, au Berjaya Beau Vallon Bay Resort & Casino par la chargée de mission à la Commission de l'Océan Indien (COI), Mme Fatoumia Ali Bazi.

Ont assisté à cette cérémonie le Ministre des Affaires étrangères, M. Jean-Paul Adam, le Ministre des Ressources Naturelles, M. Peter Sinon et Mme Sandra Sinon, présidente de la plateforme des Seychelles.

Pour célébrer cet accomplissement, des participants de Madagascar, de Maurice et des Seychelles se réunissent pendant deux jours dans des ateliers de travail à l'hôtel Berjaya Beau Vallon Bay Resort & Casino.

Mme Ali Bazi a dit que la rencontre, ici aux Seychelles, pour le lancement conjoint de la plateforme seychelloise et de la plateforme régionale est doublement symbolique. D'abord parce que le développement durable irrigue l'ensemble des actions de la Commission de l'Océan Indien et que les Seychelles ont démontré leur volonté de concilier progrès économique et sociale et le respect de l'environnement. Ensuite, parce que les Seychelles sont un exemple régional en ce qu'il s'agit de la participation des femmes à la vie publique.

« Il fait bon être née fille dans ce bel archipel. Mais dans l'ensemble de la région, l'implication des femmes dans le développement durable peut encore être améliorée », a dit Mme Ali Bazi.
Elle a ajouté que la COI a adopté en 2009 une stratégie régionale sur le genre qui s'articule autour de quatre axes : promouvoir l'égalité homme-femme ; regrouper les femmes de l'Indianocéanie engagées dans le développement durable et la sécurité alimentaire ; renforcer les capacités des femmes à travers la mise en place des projets et la sensibilisation ; et encourager la représentation des femmes surtout celles du milieu rural dans le domaine du développement durable et de la sécurité alimentaire.

« Le quatrième axe est l'un des plus importants de notre stratégie régionale, car il traite l'environnement, le changement climatique, l'agriculture et l'alimentation. Et dans ces domaines, particulièrement au niveau de la sécurité alimentaire, les femmes ont un rôle de premier plan à jouer. De nombreuses études, notamment de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture – la FAO – ont montré que les femmes ont plus de difficultés que les hommes à accéder au crédit, à la terre, aux semences de qualité, aux outils et aux technologies. Ces inégalités sont autant d'obstacles à la sécurité alimentaire et au développement durable de notre région. La COI sera votre soutien et nous croyons dans votre capacité à obtenir des résultats concrets qui auront valeur d'exemple et qui inspireront les femmes œuvrant pour le développement durable et la sécurité alimentaire », a-t-elle précisé.

Pour sa part, le Ministre Adam est très satisfait de ce nouveau développement et il a dit que « c'est un événement qui marque le début d'un cheminement prometteur pour l'avenir des femmes de l'Océan Indien et qui témoigne aussi de la volonté et des efforts qui ne cessent d'être déployés afin d'impliquer sérieusement les femmes dans la promotion du développement durable et les politiques de sécurité alimentaire. »

Le Ministre Adam a expliqué que l'épanouissement des femmes et leur ultime implication dans le développement durable et la sécurité alimentaire font bien entendu partie des priorités nationales aussi bien que régionales.

« La création de cette plateforme régionale Femmes « Femme, développement durable et sécurité alimentaire » s'articule à ces priorités. Elle vise à développer un réseau de synergie entre les pays de l'Océan Indien. Mon souhait est que les acteurs du développement durable de la région utilisent cette plateforme comme lieu d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques entre pays voisins.
Parce que cette plateforme alimentera le plaidoyer politique au niveau régional et sera également indispensable dans la mobilisation des ressources techniques et financières. Certes, la valeur de cette initiative régionale et nationale est grande. Elle servira de levier à l'autonomisation et la responsabilisation de la femme dans les politiques de développement durable et la sécurité alimentaire dans les années à venir. Mais pour cela, les femmes devront repartir dans une belle solidarité, à la conquête des autres, pour mieux se connaître, mieux se comprendre, mieux être ensemble et mieux travailler ensemble », a ajouté M. Adam.

Le Ministre Sinon a quant à lui souligné que le temps de passer à l'étape suivante est maintenant venu, d'où l'importance de telles plateformes.

« Les femmes qui contribuent déjà au développement durable et à la sécurité alimentaire chez elles, auront maintenant la possibilité de promouvoir leurs travaux à l'échelle nationale et régionale.
Elles auront aussi l'opportunité de partager leurs connaissances et savoir-faire avec d'autres femmes. Ces plateformes pourront notamment bénéficier aux générations les plus jeunes, aux détenues, aux mères adolescentes entre autres. Des efforts complémentaires seront déployés afin d'éviter les doublons, afin de fournir un meilleur accès aux sources de financements et afin de promouvoir et améliorer tout ce qui a déjà été fait ces femmes. Le résultat de ces démarches sont les bénéfices engendrés par leurs familles, leurs communautés, leurs pays et la région de l'Océan Indien », a dit le Ministre Sinon.

Mme Sinon a fait l'historique de cette nouvelle plateforme en disant que les célébrations d'aujourd'hui marquent une belle victoire pour les femmes de l'Océan Indien.
« Tout a débuté en décembre 2011 à Antanarivo, Madagascar. Un groupe de femmes ayant des projets relatifs à la sécurité alimentaire et au développement durable s'est rencontré et à travers les discussions nous avons constaté que les femmes de l'Océan Indien s'impliquent beaucoup dans des projets concernant la sécurité alimentaire et le développement durable mais ces efforts ne sont pas suffisamment valorisés. C'est dans ce but que des plateformes nationales ont été créées. Malgré un début difficile, avec l'appui de la COI, nous avons finalement pu mettre en place un comite exécutif pour les Seychelles. Il nous reste beaucoup à faire et nous espérons consolider les efforts de toutes les femmes impliquées dans la cause du développement durable et de la sécurité alimentaire. Notre objectif principal est d'encourager la consommation locale et de mettre en valeur la production agricole locale », a-t-elle dit.

Pendant les ateliers de travail qui terminent ce mercredi, les participantes de différentes Îles discutent des plateformes nationales existantes aux Comores et Madagascar ; de la plateforme seychelloise ; de la coordination et la mission d'une plateforme locale, nationale et régionale ; de la présentation et validation des missions de la présidente régionale et de la présentation et adoption d'un plan d'action régionale.